

ANALYSE 2010

Lettre ouverte à Lady Ashton of Upholland



Publié avec le soutien de la Communauté française

Lettre ouverte à Lady Ashton of Upholland

Haute Représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité

Madame la Haute Représentante,

Depuis votre nomination au poste de Haute Représentante, vos adversaires ne vous laissent aucun répit. Les invectives pleuvent et nombreux sont ceux qui vous reprochent de ne pas mettre assez d'ardeur au travail. Nous ne sommes pas de ceux-là. Prenez votre temps ! Allez-y avec prudence, audace et rigueur.

Ancienne vice-présidente du « Campaign for Nuclear Disarmament », vous connaissez sans aucun doute notre mouvement, Pax Christi, qui milite lui aussi pour la paix et la non-violence.

Nous avons la certitude que vous comprendrez donc nos préoccupations qui, nous semble-t-il, sont si proches des vôtres. Nous voudrions aborder ensemble les deux débats qui domineront votre horizon des prochains mois : celui du renouvellement du « concept stratégique » de l'OTAN et celui de la Politique étrangère de sécurité commune (PESC).

Refondation du concept stratégique de l'OTAN

Vous n'êtes pas sans savoir, probablement, que cette année constitue une année cruciale pour l'OTAN et donc pour l'ensemble de l'Union qui partage 21 de ses membres avec l'Organisation de l'Atlantique nord. En effet, cette dernière lance cette année un chantier de refondation de son « concept stratégique »

. Les enjeux et les conséquences qui en découlent sont immenses. L'OTAN dit vouloir consulter le plus largement possible la société civile, mais les modalités de cette consultation sont peu transparentes. Une seule chose est sûre : le nouveau « concept stratégique » sera officiellement entériné au sommet de Lisbonne du mois de novembre. Nous ne doutons pas que vous y serez présente.

Le concept stratégique défini en 1999 au Sommet de Washington avait déjà permis une transformation radicale de l'OTAN. Alliance militaire défensive à sa création, elle était devenue à cette occasion une organisation de « gestion de crise ». S'en sont suivies des interventions offensives massives à titre « exceptionnel » et sans autorisation préalable de l'ONU, qui ont provoqué des centaines de milliers de morts en Serbie et en Irak d'abord, puis maintenant en Afghanistan et plus récemment au large de la Somalie.

Le 17 mai, Madeleine Albright qui avait été chargée avec 12 experts de rendre un premier rapport sur le nouveau concept stratégique a achevé son travail. Anders Fogh Rasmussen va déposer son propre rapport au début du mois de septembre après avoir effectué ses consultations auprès des ambassadeurs des pays membres de l'Alliance afin qu'une décision puisse être prise les 19 et 20 novembre 2010 pendant le Sommet qui se réunira à Lisbonne. Vous avez donc très peu de temps devant vous, Lady Ashton.

Une rhétorique guerrière

Le premier rapport, probablement dans sa version édulcorée, a donc été publié le 17 mai. Parce que l'identité intrinsèque de l'OTAN serait, selon le rapport, « une organisation qui

donne du muscle et du nerf aux idéaux démocratiques » (sic), les recommandations sont pléthores pour garantir à l'Alliance son rôle de moteur dans la stabilité et la paix internationales. Pour ce faire, l'OTAN devrait renforcer les prérogatives qu'elle ne permettrait pas aux autres, notamment sa capacité à intervenir en dehors de son territoire. Ce dernier point se retrouvant quasiment dans chacun des paragraphes de la première partie du rapport. D'exceptionnelle à partir de 1999, cette capacité deviendrait la règle. L'OTAN pourrait dès lors s'arroger le droit d'intervenir aux quatre coins du globe et s'attribuer le rôle de gendarme au service de ceux qui la commanditent.

Manifestement, l'OTAN continue de concentrer son action sur un adage bien connu mais ô combien contre-productif : la meilleur des défenses, c'est l'attaque. La diplomatie du fusil n'a jamais fonctionné ; l'Histoire nous montre qu'elle finit toujours par se retourner contre ceux qui la développent. La rhétorique agressive du rapport du groupe d'experts sape toute possibilité de dialogue et de règlement diplomatique des différends. L'OTAN se pose ici en dominateur, alimentant nécessairement la rancœur de ceux qui sont implicitement visés par leur analyse.

L'abandon du consensus

Les recommandations ne s'arrêtent pas là. Le groupe des 12, faisant d'ailleurs écho à l'analyse de Monsieur Rasmussen, secrétaire général de l'organisation, veut profiter de l'occasion offerte par la refondation du concept stratégique pour réformer en profondeur le fonctionnement de l'OTAN, pour en faire « une organisation plus légère, plus réactive sur le plan décisionnel, plus efficace et plus efficiente ». Cette réforme passerait notamment, selon Monsieur Rasmussen, par l'institutionnalisation d'un financement commun. Ainsi, un pays pourrait marquer son désaccord pour une éventuelle intervention, mais y participerait *de facto* financièrement.

Une Alliance « plus réactive sur le plan décisionnel » n'est donc bien évidemment pas souhaitable. Tout d'abord parce que le débat démocratique sur les décisions de l'OTAN, déjà quasiment inexistant en Europe, n'y survivrait pas. Ensuite et surtout parce que les décisions que l'Alliance prend concernent des milliers de vies humaines et les possibilités de développements économique et humain des différentes régions de la planète. Comment pourrions-nous « alléger » ce type de décision ? Les décisions de l'OTAN se prennent au consensus. Il ne pourrait en être autrement. Nous ne doutons pas que vous pourrez défendre collectivement cette position si Monsieur Rasmussen venait à vous consulter.

Aucune certitude ne prévaut pour le rapport de Monsieur Rasmussen. Mais ni les citoyens, ni leurs représentants parlementaires ne seront véritablement informés. Pas de consultation, donc, mais des gesticulations de « relations publiques » qui flirtent avec la propagande.

Le texte définitif devrait, nous dit-on, être bref et clair, c'est-à-dire exprimant des généralités mûrement pesées et manipulables. Il y a fort à parier qu'il sera donc peu explicite et fort maniable selon les circonstances. Nous avons en outre de bonnes raisons de penser que les annexes du texte définitif resteront secrètes.

Un débat pour l'Europe

Toutes ces questions, nous direz-vous, ne concernent pas l'Union. Au contraire ! Nous estimons qu'il est justement temps pour l'Europe de prendre le débat en main. L'OTAN ne convient guère aux opérations lancées par l'ONU, la seule autorité que nous devrions reconnaître. Il s'agit le plus souvent d'apporter un soutien, notamment logistique, dans des

situations humanitaires graves. La politique européenne de sécurité et de défense (PESD) nous semble plus adaptée pour mener à bien ces tâches. Dans le cadre de la PESD en effet, vingt-deux interventions humanitaires déjà réalisées le prouvent. Alors, pourquoi maintenir une organisation si peu adaptée à nos besoins ? La manière d'agir des militaires ne fait souvent qu'amplifier les problèmes. Nous comptons sur vous pour prendre en main ce débat.

Il apparaît clairement que l'adoption du Traité de Lisbonne et le renouvellement des politiques européennes dont la PESD fait partie est une opportunité historique à saisir pour repositionner les rapports entre l'UE et L'OTAN. L'Alliance pourrait-elle devenir un forum de consultations transatlantiques tout en étant progressivement démantelée militairement ? Cette perspective n'est-elle pas autrement plus enviable que celle que nous offre aujourd'hui cette machine de guerre qu'est l'OTAN ?

Il faut que l'opinion publique en soit informée et que rien ne lui soit caché ! Il faut que la société civile puisse ainsi débattre les questions liées à sa sécurité et sa défense, ici en Europe et non pas à Washington. Il faut que le Parlement européen puisse se saisir de ce débat ainsi que les parlements nationaux.

Nos priorités sont connues et nous tenons plus que jamais à les réaffirmer :

- **Respect de la Charte des Nations Unies** : toute intervention militaire devra toujours avoir un mandat clair du Conseil de Sécurité;
- Achèvement du **désarmement nucléaire** sur le territoire européen et arrêt des investissements de recherches en armement (miniaturisation...);
- **Pas d'augmentation des budgets militaires** et étanchéité des postes budgétaires (ne pas utiliser des budgets non militaires pour des dépenses militaires);
- **Pas d'élargissement de l'OTAN, ni de présence de l'OTAN « hors zone »**;
- Lancement d'un débat de fond sur l'idée de l'**établissement progressif et négocié d'un statut de neutralité pour l'UE** dans la perspective d'un démantèlement militaire de l'OTAN et d'une défense civile non-violente et active.

En espérant que vous aurez compris que nous attendons de vous que vous écriviez l'histoire, nous vous prions d'agréer, Madame la haute représentante de l'UE, l'expression de notre haute considération dévouée.

Nicolas Bárdos-Féltoronyi, président de la
Commission « Géopolitique de la paix »
de Pax Christi Wallonie-Bruxelles

Nicolas Bossut, Secrétaire général
de Pax Christi Wallonie-Bruxelles
Juin 2010

Cette analyse a fait l'objet d'un article dans notre trimestriel

Signes des Temps de Juin 2010